

# LA VEILLE DES IDÉES

Semaine du 1<sup>er</sup> juin 2020



avec **Le Canal des Idées**

à rejoindre [ici](#) sur l'application Telegram



LA RÉPUBLIQUE  
***En Marche !***

**1**

# MESURER LES DIFFICULTÉS ÉDUCATIVES EN CONFINEMENT



**Ismail Ferhat pour la Fondation Jean-Jaurès**

Publié le 28 mai 2020

Ismail Ferhat revient pour l'Observatoire de l'éducation de la Fondation Jean Jaurès sur la difficulté de mesurer la continuité pédagogique pendant la période de confinement.

Le Ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, avait annoncé un taux de « décrochage » moyen lié de 5 à 8 % des élèves, et de 15 à 25 % pour les l'Outre-mer. L'auteur met en doute la pertinence de ces chiffres. En effet, repérer les élèves en difficultés pose de nombreux problèmes pour les personnels éducatifs. Une partie des élèves et des familles, notamment parmi les plus fragiles, ne possède pas d'ordinateurs, ce qui rend le suivi de l'activité des élèves en ligne en partie inadéquat pour repérer des difficultés scolaires. De plus, suivre un élève par courriel ou par téléphone ne signifie pas que l'enfant progresse. Dans un second temps, l'auteur s'inquiète d'autant plus des conséquences de la crise que l'estimation du décrochage ne peut se faire qu'après la fin de la période de confinement, à la fin de l'année scolaire. Pour pousser l'analyse, l'auteur suggère de s'intéresser au chiffrage des élèves en difficulté. Il indique ainsi que 20 % des élèves de l'enseignement scolaire sont en difficulté de compréhension. Les difficultés étant présentes avant la crise sanitaire, il est probable que la période de confinement n'ait pas amélioré la situation de ces élèves. Pire : l'auteur prévoit que ce sont ces 20% des élèves les plus en difficulté qui souffriront le plus de l'absence de scolarité physique.



# 2 DÉVELOPPER L'INDUSTRIE DU FUTUR



**Pierre Veltz pour Telos**

Publié le 27 mai 2020

Pierre Veltz, économiste, revient pour la plateforme Telos sur la stratégie industrielle à adopter en sortie de crise.

Pour l'auteur, neuf Français sur dix souhaitent que l'État favorise la relocalisation des entreprises industrielles sur le sol national, y compris si cela doit se traduire par une augmentation des prix. Toutefois, il convient d'analyser en profondeur les réalités industrielles pour connaître les marges d'amélioration. Selon Pierre Veltz, la priorité doit être celle des stratégies de développement local qui redonnent une place importante aux usines. Les interactions entre la recherche, qui a besoin de tester ses solutions en usine, ainsi que les clients et les sous-traitants, sont en effet facilités dans les écosystèmes territoriaux, au sein desquels l'ensemble des acteurs peut travailler en symbiose. L'auteur appelle également à la prudence au sujet des relocalisations, parce que notre économie repose largement sur des multinationales qui ont fait très tôt le choix de l'internationalisation pour baisser les coûts et pour aller à la rencontre des marchés en croissance. De fait, un grand nombre de PME travaillent en sous-traitance pour ces groupes, et une attitude résolument démondialisée serait nuisible à notre économie. Enfin, Pierre Veltz indique qu'une tendance à la régionalisation (en Asie autour de la Chine, en Amérique du nord autour des USA et en Europe autour de l'Allemagne) est en cours depuis la crise de 2008, et qu'elle pourrait être accélérée par la crise sanitaire. Pour lui, l'industrie du futur devra réduire la circulation physiques de composants, assurer une bonne utilisation des données et travailler à personnaliser les produits finis à proximité immédiate des marchés pour s'adapter aux réalités locales.

# COVID-19 : CARTOGRAPHIE DES ÉMOTIONS EN FRANCE



Madeleine Hamel pour la Fondation pour l'innovation politique  
Publié le 29 mai 2020

La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) participe au programme international de recherche « Citizens' Attitudes Towards Covid-19 », un suivi inédit de l'opinion publique dans le contexte de la crise du Covid-19.

Dans ce premier volet de l'enquête, la Fondapol s'intéresse aux émotions des Français entre les mois de mars et mai 2020 dans chacune des douze régions françaises. Les niveaux des émotions sont mesurés à partir des réponses à la question : « Quand vous pensez à la situation liée au coronavirus (Covid-19) en France, vous éprouvez... (sur une échelle de 0 à 10) » déclinée pour la peur, l'espoir, et la colère. Pour un individu donné, une émotion est considérée éprouvée lorsque sa réponse se situe entre 7 et 10 sur cette échelle (soit « oui »). L'enquête révèle un portrait inédit de notre pays à l'aune de la crise sanitaire, et montre que :

- En moyenne, du 24-25 mars au 8-10 mai 2020, la peur diminue, l'espoir augmente modérément mais la colère ne faiblit pas.
- La comparaison entre le nombre d'hospitalisations et la diffusion des émotions ressenties à l'échelle régionale indique une dissociation entre la perception et la réalité quant à la situation induite par le coronavirus.
- Certaines régions peu touchées par le virus présentent des niveaux de peur et de colère plus élevés que des régions pourtant plus touchées. La note évoque comme hypothèse la crainte de voir arriver sur le territoire ce qui n'est pas encore présent ou de subir des répercussions économiques et sociales.
- Quatre régions étudiées sortent du lot, car plus d'un habitant sur deux dit éprouver de la colère par rapport à la pandémie de Covid-19 : en Bourgogne-Franche-Comté (54,2 %), en Provence-Alpes-Côte d'Azur/Corse (52,6 %), dans les Hauts-de-France (51 %) et en Occitanie (51 %).
- La Bretagne est la région la plus optimiste et ses habitants sont faiblement inquiets.

# COVID-19 ET INSTABILITÉ CHRONIQUE



Thierry Pech pour Terra Nova

Publié le 1er juin 2020

Thierry Pech propose pour Terra Nova une analyse de l'intensité et de la fréquence des catastrophes naturelles ces dernières années. D'après des données universitaires, on assiste à une augmentation du nombre de catastrophes naturelles depuis le début du 20e siècle, avec une accélération à partir des années 1960. La plus forte croissance concerne les événements hydrométéorologiques (inondations, tempêtes ...), avec des catastrophes biologiques également en hausse. Pour l'auteur, le changement climatique fournit une explication de plus en plus probable à ces observations. La note se concentre également sur le nombre d'épidémies, exemplifié ces dernières années par les zoonoses (maladies animales transmises à l'homme), dont le nombre a augmenté de 400% en 30 ans.

Thierry Pech propose également une analyse des coûts économiques des catastrophes naturelles. À la fin du 20e siècle, ces coûts s'élevaient à environ 30 milliards de dollars par an, contre 113 en moyenne sur 2000-2016 et 132 en 2018 – marquant une pente ascendante inquiétante. Ces coûts étant souvent absorbés par des assureurs, l'auteur analyse également l'impact de ces tendances sur les acteurs du secteur. Il observe qu'en France, les primes d'assurance ont été multipliées par 4 en 35 ans. Cette augmentation a été en partie tirée par une croissance des biens assurés, mais également par l'augmentation de la sinistralité ou des prélèvements alimentant le Fonds de prévention des risques naturels majeurs. En conclusion, l'auteur suggère une série de mesure pour accroître la résilience de notre pays face à ces catastrophes :

1. Assurer des systèmes d'alerte fiables et réactifs, pour prévenir les populations et communiquer de manière proactive (via les réseaux sociaux, par SMS).
2. Mieux adapter nos lieux de vie aux catastrophes, via de la prévention à l'échelle des communes, une meilleure utilisation des sols, la rénovation des logements et l'urbanisme.
3. Assurer une continuité de service dans les secteurs stratégiques : réserve de carburant, capacité de production électrique, etc.

# COVID-19 ET ENTREPRISES : COMMENT ÉVITER LE PIRE ?



Mathieu Plane pour l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

Publié le 29 mai 2020

Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'OFCE, propose de mettre en place un dispositif d'aides d'État afin de prendre en charge une partie des charges fixes des entreprises pendant les huit semaines de confinement. En effet, l'auteur évoque les coûts des locaux et bâtiments non utilisés, des usines et machines de production à l'arrêt, des avions au sol, ou des camions immobilisés – dans des secteurs comme l'industrie ou les services de transports, qui consacrent beaucoup de moyens à l'utilisation, l'entretien ou le renouvellement de ces biens. Selon la note, même si des facilités de trésorerie ont été mises en place, ce dispositif d'aide ne fait que repousser le problème et les entreprises vont devoir absorber les pertes et faire face à une dette de plus en plus élevée. L'auteur propose de mettre en place une mesure d'aide de crise, « Invest-Covid ». Un tel dispositif ciblerait toutes les entreprises dont la production s'est réduite à la suite du choc économique et ce à la hauteur de leur stock de capital inutilisé. Pour chaque entreprise et pour chaque trimestre, le calcul du montant pour l'aide « Invest-Covid » serait égale à la dépréciation des immobilisations du trimestre (en €) multiplié par la perte de chiffre d'affaire (en glissement annuel pour le trimestre, en %).

# 6 **DETTES COMMUNES : UNE NOUVELLE ÉTAPE EUROPÉENNE**



**Théo Verdier pour la Fondation Jean-Jaurès**

Publié le 29 mai 2020

Théo Verdier, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, revient sur le plan de la Commission européenne pour associer au budget européen un financement de relance constitué de 750 milliards d'euros de dette commune. Saluant une initiative inédite, l'auteur y voit le premier pas pour l'Union européenne qui lui permettra de lever de considérables ressources propres, et donc de gagner son indépendance politique. Selon la note, l'Allemagne s'opposait jusque très récemment à un tel projet – mais la crise sanitaire a vu une grande partie de la CDU allemande, et de l'opinion, changer de position pour venir soutenir un plan de relance européen. L'auteur déclare qu'il reste quatre pays opposés à cette initiative (les Pays-Bas, l'Autriche, la Finlande et le Danemark) qu'il faudra les convaincre pour valider le nouveau mécanisme. Ces derniers défendent un scénario revu à la baisse, où l'Union n'accorderait que de simples prêts aux États les plus en difficultés. Afin d'obtenir gain de cause, les pays soutenant ce mécanisme de dette devront accepter des concessions.

## ● RESSOURCES

### LECTURE



#### **Les « Tracts de crise »**

Les *Tracts Gallimard* sont une collection de brefs essais d'écrivains, de philosophes et d'intellectuels sur l'actualité, publiée par les éditions Gallimard. Chaque jour durant cette période de confinement, Tracts publie, sous forme numérique, les « Tracts de crise », des textes brefs et inédits de ses auteurs. Ils sont proposés gratuitement, en téléchargement ou en consultation.

### MULTIMÉDIA

#### **Le meilleur de l'Europe**

En cette période de confinement, la Fondation Robert Schuman vous apporte le meilleur de l'Europe : documentaires gratuits, visites virtuelles de musées, concerts, kits pour vous et vos enfants, etc. Tous les trois jours, la Fondation publie d'autres surprises européennes à partager. À consommer sans modération !



## ● ÉVÉNEMENTS

### À DÉFINIR

#### **Thème 3 : résultats de la consultation adhérents**

En rapport avec le thème 3 « Régulation du capitalisme et soutenabilités », la coordinatrice du groupe, Olivia Grégoire, présentera les résultats de la consultation adhérents sur le sujet. Cette rencontre sera à suivre sur notre page Facebook dès 18h.



#### **4 JUIN 2020 - 18H00**

#### **Conférence débat : Mondialisation : de la dépendance à la souveraineté**

En rapport avec le thème 7 « Mondialisation : de la dépendance à la souveraineté » de la consultation « reconstruire ensemble », le mouvement organise une conférence débat pour aborder ces sujets. Cette rencontre sera à suivre sur notre page Facebook dès 18h.



#### **4 JUIN 2020 - 14H30**

#### **Quelle utilité des modèles pour la gestion de crise et pour la prévention des risques ?**

Frédéric Keck, anthropologue à l'EHESS, Xavier Timbeau, directeur principal de l'OFCE et Samuel Alizon, directeur de recherche CNRS au laboratoire MIVEGEC à Montpellier discuteront de l'apport des modèles de tous types (épidémiologiques, économiques, sociologiques, climatiques, etc.) dans la compréhension des déterminants de la pandémie, de son évolution et de ses impacts, ainsi qu'au rôle que ces modèles peuvent jouer dans la gestion de crise et la prévention des risques futurs.



#### **3 JUIN 2020 - 14H30**

#### **La présidence européenne : test pour l'Allemagne**

L'European Policy Centre organise une conférence débat en ligne à propos de la présidence allemande du conseil européen qui débute le 1er juillet, en présence du ministre allemand des affaires européennes, Michael Roth.







**6 JUIN 2020 - 17H00**

**Pacte vert pour l'Europe**

Confrontations Europe et l'Association 4D organise un webinar portera sur le Pacte vert pour l'Europe et sa place dans le développement des territoires, en présence de Nathalie Lhayani, Directrice de la politique durable chez Groupe Caisse des Dépôts, ainsi qu'une représentante de l'Institute for European Environmental Policy.

**10 JUIN 2020 - 10H00**

**Transition écologique et  
recomposition du paysage  
industriel**

La Fabrique de l'industrie organise une conférence débat en ligne afin d'aborder, à l'aune de la crise sanitaire, les nouveaux modèles industriels centrés sur la transition écologique, le regain de compétitivité et l'humain. Arnaud Montebourg, ancien Ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, ainsi que Caroline Mini et Matthieu Glachant, spécialiste de ces sujets, seront présents.

